HAL
open science

Partis politiques et divisions sociales : les enseignements de l'Europe centrale et orientale

Antoine Roger

To cite this version:

Antoine Roger. Partis politiques et divisions sociales : les enseignements de l'Europe centrale et orientale. Lien social et Politiques, 2003, Des sociétés sans classes ?, 49, pp.131-143. 10.7202/007916ar . halshs-00258905

HAL Id: halshs-00258905

https://shs.hal.science/halshs-00258905v1

Submitted on 26 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Partis politiques et divisions sociales : les enseignements de l'Europe centrale et orientale

Antoine Roger

Les évolutions enregistrées depuis 1990 en Europe centrale et orientale fournissent la matière d'une réflexion sur l'ancrage social des partis politiques. Les violents contrastes observés entre la configuration initiale et les réalités présentes soulèvent des interrogations majeures. Dans tous les pays du bloc communiste, l'État prétendait se substituer aux classes sociales. Les discours officiels faisaient seulement mention de trois « agrégats sociaux » qui regroupaient respectivement les ouvriers, les paysans et l'intelligentsia[1]. Les divisions établies de la sorte étaient supposées présider à des rapports « non antagonistes ». Quand bien même des remous étaient observés derrière la façade unanimiste du régime, ils ne pouvaient trouver de traduction politique immédiate : le parti communiste occupait une position monopolistique de fait[2] et les factions constituées en son sein ne bénéficiaient pas d'une visibilité suffisante pour relayer efficacement les attentes de tel ou tel secteur de la société. La conversion simultanée à l'économie de marché et au pluripartisme a transformé le dispositif de fond en comble. Des lignes de faille sont apparues au grand jour entre différentes catégories de la population : dans les pays mêmes où les réformes ont été introduites à un rythme « modéré », le modèle de référence libéral s'est imposé sans coup férir et chacun a été contraint de se positionner par rapport à lui. La nécessité a par ailleurs été ressentie de faire apparaître des divisions partisanes tranchées : la prétention à raviver les clivages de l'entre-deux-guerres ayant fait long feu, force a été de dégager de nouveaux principes d'affrontement. Les conditions paraissent alors réunies pour qu'une simple superposition soit observée entre structure sociale et système de partis : en provoquant des mutations brutales et coordonnées, l'écroulement du bloc communiste aurait laissé poindre une parfaite épure politique; en s'affrontant pour l'exercice du pouvoir, les formations constituées ne feraient que relayer les antagonismes générés par la loi du marché. Cette lecture n'est pas sans présenter quelque risque. Elle peut laisser croire à une table rase historique et occulter les pesanteurs sociales et politiques léguées par le régime communiste. Les intérêts aujourd'hui formés par telle ou telle catégorie de la population s'inscrivent dans le prolongement des trajectoires décrites avant 1990 et prennent appui sur des ressources accumulées de longue date. La direction des partis politiques — toutes étiquettes confondues — est de même prise en charge par des

Lien social et Politiques – RIAC, 49, *Des sociétés sans classes?* Printemps 2003, pages 131-144.

personnalités qui ont été formées dans la période communiste. Cette double empreinte du passé ne peut être tenue pour négligeable *a priori.* Un questionnement comparatif s'impose en conséquence : le rapport établi entre partis politiques et divisions sociales est-il plus marqué en Europe centrale et orientale qu'en Europe occidentale ?

Les modèles d'analyse pour lors constitués répondent par la négative. Ils invitent à considérer l'héritage social et politique du régime communiste comme un écran entre les attentes formulées par la base et les structures partisanes. Ils reposent selon nous sur un défaut d'optique : le fait que les dynamiques sociale et politique ne soient pas *directement* combinées ne permet pas de conclure à leur totale déconnexion. Un troisième niveau de réalité doit être pris en compte : les contraintes externes imposées par le processus d'élargissement de l'Union européenne pèsent sur les équilibres internes. Les réformes exigées par la Commission contrarient tel intérêt formé dans le sillage du régime communiste et font écho à tel autre. Les partis politiques sont contraints d'accorder les orientations qu'ils adoptent en réponse à ces sollicitations internes au positionnement qu'ils privilégient face aux mots d'ordre externes. Des tensions peuvent être observées entre les deux registres. Des fractures politiques originales en résultent qui répondent *indirectement* aux divisions sociales enregistrées. En examinant les modalités selon lesquelles les dynamiques politique et sociale internes s'emboîtent dans les contraintes économiques internationales, il est possible de définir un modèle d'analyse alternatif.

Modèles d'analyse disponibles : une déconnexion manifeste des dynamiques politique et sociale

Les modèles mis au point au cours de la dernière décennie visent tous à démontrer que les partis politiques d'Europe centrale et orientale sont dans l'incapacité de porter des intérêts sociaux caractérisés. Les explications avancées n'en diffèrent pas moins selon que le blocage est mis sur le compte de la structure sociale elle-même ou imputé aux appareils politiques. Dans la première optique, le communisme a généré une fragmentation sociale qui empêche aujourd'hui la population d'exprimer des attentes claires et lisibles. Dans la seconde optique, de véritables classes sociales se sont au contraire formées sous le régime communiste; les plus favorisées d'entre elles ont utilisé leurs ressources accumulées pour contrôler tous les partis politiques constitués après 1990 et empêcher qu'ils ne relaient les intérêts d'autres catégories de la population.

Une société fragmentée

Sur la base d'un même constat, le diagnostic peut différer selon que la fragmentation sociale est jugée irrémédiable ou seulement transitoire. Dans la première optique, les autorités communistes n'ont eu de cesse de « réprimer le développement de classes autonomes et de placer tous les intérêts sous la coupe de l'État » (Ost, 1993 : 456-457). Les répercussions de ce dispositif sont lourdement ressenties dans la période post-communiste : les appartenances de classe demeurant mal identifiées, aucune représentation politique des intérêts ne peut être envisagée (Lipset, 1994 : 15-22; Lewis, 1993 : 10-19; Plasser et Ulram 1996 : 25; Waller 1994 : 97). Si des tensions sociales se font jour, les catégories de population qu'elles mettent aux prises sont incapables de déterminer quelle politique sert le mieux leurs desseins. Une « faible identification partisane » peut être observée en conséquence. Les formations politiques qui obtiennent les meilleurs résultats sont celles qui ignorent les conflits d'intérêts au lieu de les relayer (Ost, 1993 : 461). Par un effet d'imitation, cette logique tend à se généraliser; toute orientation programmatique est rapidement abandonnée. Le mécanisme de représentation des intérêts se bloque alors irrémédiablement : quand bien même les électeurs parviendraient à indiquer clairement leurs priorités, ils ne seraient plus en mesure de leur donner un prolongement politique (Römmele, 1999 : 11-12). La cohérence d'une telle analyse s'achète au prix d'une simplification regrettable : il est

pour le moins hâtif d'affirmer que la société communiste a obéré la formation d'intérêts identifiés. Des antagonismes n'ont cessé de s'exprimer sans que l'État puisse les contrôler parfaitement (Lenski, 1978: 372-373; Szelenyi, 1978; Strmiska, 1984; Strmiska et Blanka, 1972). Si les sociétés post-communistes sont le terrain de recompositions complexes, elles ne sont pas moins structurées que les sociétés occidentales. Des intérêts catégoriels peuvent s'y exprimer sans retenue (Duch, 1998: 149-155).

Tenant compte de ces caractéristiques, plusieurs auteurs s'efforcent de caractériser une fragmentation transitoire. Selon leur hypothèse, un processus de cristallisation est à l'œuvre qui doit mener à des divisions classiques. La privatisation de l'agriculture permet à certains propriétaires fonciers de s'enrichir et de formuler de nouvelles exigences; toujours importante numériquement, la classe ouvrière est exposée à de fortes pressions économiques et développe en conséquence une conscience aiguë de ses intérêts; les groupes socioprofessionnels affichent une volonté d'autant plus claire que les écarts de revenu se creusent (Mateju et al., 1999; Mateju et Rehakova, 1997: 502). Une méthode d'évaluation est cherchée dans les paramètres au moyen desquels Erikson et Goldthorpe (1992) étudient les «positions de classe» en Grande-Bretagne: l'accent est mis sur les «relations d'emploi», définies non seulement par le montant des revenus perçus mais aussi par le degré de sécurité économique et les perspectives d'avancement. La variété des modes de calcul retenus en Europe centrale et orientale rend cependant malaisée l'utilisation des recensements et des statistiques officielles. Pour éviter toute erreur d'interprétation et toute distorsion, il est nécessaire de délimiter des catégories très larges: des distinctions sont simplement établies entre les entrepreneurs, les employés de l'administration, l'intelligentsia, les employés non qualifiés, les travailleurs manuels et les paysans (Evans et Mills, 1999: 32; Evans et Whitefield, 1995). Pour démontrer — et non simplement postuler — l'existence de classes sociales il s'agit d'examiner deux registres complémentaires. Pour évaluer la conscience de classe — premier registre —, des sondages sont nécessaires. Ils permettent de déterminer si les personnes interrogées se reconnaissent dans l'une ou l'autre des catégories identifiées (les chômeurs et les retraités sont invités à désigner la catégorie à laquelle ils appartenaient avant leur changement de statut). Les informations ainsi recueillies sont confrontées aux données objectives (revenu, sécurité économique, perspectives de carrière). Une coïncidence est relevée dans la majorité des cas (Evans, 1997: 219; Whitefield et Evans, 1999b). Cette coïncidence ne prend toute sa signification que si elle débouche — second registre — sur un intérêt de classe: «les avantages et inconvénients liés à la position de classe» doivent être précisément identifiés et les écarts avec les autres classes clairement perçus. Là encore, les sondages sont révélateurs. Les personnes interrogées se montrent le plus souvent capables d'indiquer dans quelle mesure leur propre classe tire parti des réformes économiques engagées et de préciser si telle ou telle classe en bénéficie moins ou davantage (Evans, 1995: 241-242; Whitefield et Evans, 1999a: 131; Whitefield et Evans, 1998: 227; 1999b).

La pertinence des instruments de mesure retenus pose problème: la simple transposition d'un schéma conçu pour analyser la société britannique ne permet guère de caractériser un entrecroisement entre des lignes de fracture propres à l'économie de marché et des structures héritées de la période communiste. D'aucuns s'efforcent de minimiser la difficulté en expliquant que les divisions sociales léguées par le régime communiste sont appelées à s'effacer progressivement: les sociétés d'Europe centrale et orientale se rapprocheront selon eux du schéma élaboré par Erikson et Goldthrope à mesure que les réformes engagées porteront leurs fruits; les classements établis pourront alors être affinés (Evans, 1997: 214; Slomczynski, 1994; Slomczynski et Shabad, 1997: 155-165). Cette représentation téléologique reste des plus discutables: l'hypothèse d'un simple alignement sur les modèles occidentaux ne convainc guère. Rien ne permet d'affirmer que la combinaison de structures anciennes et d'éléments inédits observée dans les pays d'Europe centrale et orientale est purement conjoncturelle: une architecture sociale originale est constituée, qui demande à être analysée au moyen d'instruments spécifiques.

Bien que leur jugement diffère sur la pérennité des obstacles posés à une bonne lisibilité des clivages,

les auteurs qui postulent une fragmentation des sociétés post-communistes adoptent un même travers : ils tiennent les divisions des sociétés occidentales pour seules significatives et considèrent que les principes de structuration hérités du régime communiste sont à l'origine d'une déviation plus ou moins significative. Ils ne tiennent aucun compte des contraintes introduites par le processus d'élargissement de l'Union européenne et ne considèrent pas qu'un lien solide puisse être établi dans l'immédiat entre clivages partisans et antagonismes sociaux. Il est possible de parvenir à une conclusion identique en adoptant un point de départ symétrique : en mettant l'accent sur la rigidité de la structure sociale léguée par le régime communiste. Selon cette lecture, les partis politiques sont noyautés par des classes dominantes qui tirent parti de ressources accumulées dans le passé.

Des partis politiques noyautés

Les auteurs qui mettent en évidence une logique de noyautage se réfèrent aux travaux de Pierre Bourdieu : ils estiment que les déséquilibres observés sont fonction des capitaux possédés par chaque catégorie d'agents. Au rebours d'une hypothèse commune, ils jugent le « capital politique » secondaire et attribuent un rôle prépondérant au « capital culturel ». Pour prendre la mesure de cette hiérarchie, il importe selon eux de restituer les trajectoires suivies sous le régime communiste.

Un corps de technocrates s'est tout d'abord formé au sein de l'appareil communiste : ses membres ont été désignés à des postes de responsabilité sur la foi de leurs compétences et ont adhéré au Parti par simple obligation. En s'efforçant d'asseoir l'économie sur des règles de bonne gestion, ils se sont démarqués des militants communistes plus âgés, arrivés au sommet de la hiérarchie du seul fait de leur engagement idéologique (Strmiska, 1984 : 396-397). Des intellectuels pétris de culture occidentale se sont constitués dans le même temps en « bourgeoisie culturelle ». Attachés à promouvoir le développement de la « société civile », ils se sont posés en apôtres de la liberté d'entreprendre et de la propriété privée. Une classe d'« entrepreneurs socialistes » a enfin vu le jour durant les années 1970. Ses membres ont tissé les fils d'une économie secondaire en se livrant à un petit commerce de proximité, en marge de leur activité officielle. Leurs efforts conjugués ont favorisé l'essor d'un « capitalisme par le bas » (Szelenyi, 1988).

Les technocrates ont rapidement percé ce mécanisme à jour et n'ont eu de cesse de l'éradiquer au bénéfice d'un « capitalisme par le haut ». Le petit négoce présentait à leurs yeux un caractère irrationnel ; il ne permettait pas de réaliser des économies d'échelle et d'obtenir des produits compétitifs sur les marchés internationaux. Un système de crédits à l'industrie devait bien plutôt être développé qui pouvait offrir une plus grande autonomie aux unités de production constituées. Pour soutenir ce projet, les technocrates ont sollicité l'appui de la bourgeoisie culturelle. Une alliance de revers a été conclue de la sorte qui visait à mettre sur la touche les entrepreneurs socialistes (Eyal, Szelenyi et Townsley, 2000 : 8-11).

Depuis l'effondrement du régime communiste, une recomposition sociale peut être observée : les divisions anciennes ne sont pas abolies mais leur signification évolue. Les entrepreneurs socialistes se transforment en « petits capitalistes » : ne pouvant tirer avantage de la privatisation du secteur public, ils se livrent à des petites activités commerciales et tentent d'amorcer une dynamique d'accumulation.

Les technocrates se transmuent en « managers ». Ils exploitent le capital culturel qu'il sont parvenus à thésauriser sous le régime communiste : leur parfaite connaissance du secteur public et leur aptitude à gérer dans le même temps les mécanismes de l'économie de marché constituent des avantages sans équivalents. Le contexte post-communiste génère des zones d'opacité dont tirent parti les agents qui disposent de repères assurés. Les managers créent des « firmes satellites » dans le but de conclure des contrats avantageux avec les entreprises publiques dans lesquelles ils

étaient jusqu'alors employés. Ils cumulent ainsi les avantages: les risques courus par la maison mère sont endossés par l'État et les contribuables; les bénéfices sont «siphonnés» par les firmes satellites. Le capital politique détenu par les cadres communistes plus âgés est de faible rendement en comparaison: le réseau de connaissances qu'une ancienne appartenance aux hautes sphères du Parti permet de tisser peut servir de coussin amortisseur mais non de tremplin économique[3].

Les managers bénéficient du climat imposé par l'«idéologie monétariste»: les politiques de restriction budgétaire facilitent et légitiment les marchandages avec les responsables des entreprises publiques. La bourgeoisie intellectuelle apporte un concours décisif sur ce terrain. Dans le prolongement des combats engagés sous le régime communiste, elle s'attache à promouvoir la «culture civique». À cette fin, elle met au point des «rites sacrificiels et expiatoires». Selon son discours, le plein épanouissement de la société exige que chacun consente à des sacrifices et pourchasse en son tréfonds les habitudes héritées de la période communiste. Les managers transposent ce prédicat au terrain économique et le transforment en vecteur de l'idéologie monétariste: il convient selon eux d'éradiquer les comportements contraires aux lois du marché.

L'idéologie monétariste favorise en somme la formation d'un «bloc de pouvoir hégémonique» qui prolonge l'alliance nouée sous le régime communiste entre technocrates et bourgeoisie intellectuelle. Les partis politiques feignent de défendre des programmes distinctifs; dans les faits, ils sont tous contrôlés par les mêmes élites économiques et culturelles; ils servent à l'entretien du dispositif institué et préviennent la formation de mouvements contestataires. Les catégories de la population qui ne tirent pas bénéfice de la conversion à l'économie de marché sont incapables de trouver un relais politique à leurs griefs. Elles n'ont d'autre possibilité que d'adopter un comportement abstentionniste (Eyal, Szelenyi et Townsley, 2000: 162-174).

Pour raffinée et dynamique qu'elle soit, cette lecture ne laisse pas d'être réductrice. La prise en compte exclusive des facteurs d'évolution internes amène à surestimer le rôle des élites. Les mots d'ordre économiques formulés par l'Union européenne touchent dans les faits tous les secteurs de la société; les réactions qu'ils suscitent échappent aux mécanismes de contrôle que les managers et la bourgeoisie intellectuelle sont susceptibles de mettre au point. Rien ne s'oppose donc à ce qu'elles soient relayées par des partis politiques diversifiés.

Les auteurs selon lesquels les clivages politiques ne peuvent s'aligner sur les divisions sociales retiennent des prémisses très différentes mais se heurtent en somme à une même difficulté. Les uns mettent l'accent sur la mauvaise cristallisation de la structure sociale et expliquent que les difficultés se communiquent de la base au sommet; les autres considèrent que les partis politiques sont l'instrument de classes sociales bien campées, capables de manipuler la base depuis le sommet. Dans tous les cas, l'éclairage est porté sur les seules dynamiques internes. Aucun lien n'étant perceptible à ce niveau entre les partis politiques et des catégories désignées de la population, tout est mis en œuvre pour identifier un élément qui fait écran. Un doigt accusateur est finalement pointé vers l'héritage de la période communiste, décrit comme une scorie perturbatrice. Dès l'instant que l'angle d'analyse est élargi et que sont prises en compte les contraintes externes imposées par l'Union européenne, une nouvelle lecture s'impose: des intérêts hérités de la période communiste peuvent être relayés ou remis en cause au contraire par les réformes introduites en réponse aux exigences de la Commission. Les partis politiques ont pour rôle d'articuler les attentes exprimées par tel ou tel secteur de la population à la posture qu'ils entendent adopter face aux sollicitations internationales. Par le truchement des contraintes externes, une connexion est indirectement établie entre les dynamiques sociale et politique.

Modèle d'analyse alternatif: une connexion indirecte des dynamiques politique et sociale

Depuis l'effondrement du bloc communiste, l'Union européenne exerce un monitorat économique sur l'Europe centrale et orientale. Les pays concernés ne sont pas *contraints* de se tourner vers elle pour échapper à leur relégation. En échange des subsides versés, et en préalable à la poursuite des négociations engagées dans le cadre du

processus d'élargissement, la Commission leur demande de réformer leurs structures économiques internes; elle regarde les échanges extérieurs comme une variable dépendante : il n'y aura selon elle de politique commerciale efficace que lorsque les bases de l'économie nationale auront été « assainies », c'est-à-dire lorsque les réformes structurelles auront été poussées jusqu'à leur terme et qu'une économie de marché de forme canonique aura été instituée. Une première exigence porte sur le respect d'une discipline budgétaire stricte : il s'agit de limiter le plus possible les soutiens publics à l'économie. La libéralisation des échanges est également exigée : le système de prix subventionnés est mis sur la sellette. Les entreprises et sociétés dans lesquelles l'État reste le principal actionnaire doivent être entièrement privatisées : la fermeture des grandes entreprises déficitaires est jugée impérative; on attend qu'une petite industrie privée se développe en substitut et absorbe la main-d'œuvre licenciée. Les fermes collectives doivent être démantelées de la même façon et céder la place à des grandes exploitations individuelles, orientées vers des cultures intensives; ces principes une fois observés, l'effectif de la paysannerie sera considérablement réduit : là encore, on gage que l'industrie privée fournira de nouveaux emplois et qu'elle permettra de prompts recyclages individuels. Par une dynamique vertueuse, petites entreprises industrielles et grandes exploitations agricoles sont appelées à se soutenir mutuellement et à écouler leur production les unes vers les autres (Gowan, 1995 : 83-85).

Un parti ou un ensemble de partis désigné peut opter pour une conformation aux exigences de l'Union européenne; ce choix procède d'un arbitrage bien précis; il amène à lutter contre les résistances internes qui empêchent une bonne observation des préceptes économiques imposés. D'autres formations peuvent retenir un ordre de priorités différent en accordant une attention première à ces résistances et en rejetant les mots d'ordre extérieurs. Deux programmes antagoniques sont ainsi caractérisés qui sont référés à des divisions sociales très nettes.

Certains partis cherchent à concilier les deux logiques programmatiques : un juste dosage est alors recherché; l'intégration des normes extérieures doit être poussée jusqu'à la limite au delà de laquelle elle provoquerait des troubles majeurs sur le plan interne; les pressions internes doivent être relayées jusqu'au point au delà duquel les interlocuteurs européens se cabreraient dangereusement. Le positionnement externe est encore rapporté aux attentes de catégories désignées de la population.

Des modèles de connexion antagoniques

Selon que les mots d'ordre de l'Union européenne sont relayés ou rejetés, des programmes politiques distincts sont mis au point que nous appellerons respectivement *intégrationniste* et *anti-intégrationniste.*

Le programme intégrationniste présente la particularité de se caler sur les exigences de l'Union européenne. Ses concepteurs ne font pas montre d'une simple servilité; ils n'entendent pas reconduire indéfiniment la posture de soumission qu'ils recommandent d'adopter dans l'immédiat. Simplement, ils distinguent le court et le long terme. Selon leurs vues, une conformation passagère à des mots d'ordre extérieurs est la condition obligée d'une émancipation future. Les réformes réclamées par l'Union européenne seront au final profitables à la collectivité tout entière; elles lui permettront de se moderniser et de traiter d'égale à égale avec les grandes puissances occidentales. Les réformes en question sont douloureuses, mais elles sont passagères et doivent immuniser la société contre des douleurs plus vives encore. Maintenir en place les structures existantes, c'est acheter un équilibre immédiat au prix d'une relégation prochaine : affaiblie sur le plan international, la collectivité deviendra une proie facile pour quelque puissance animée de desseins impériaux (et notamment pour une puissance russe revigorée); pour avoir voulu échapper à

une relation de dépendance souple et autodestructible, elle retombera dans une relation de dépendance inflexible et pérenne. Plus les mesures de restructuration sont différées, plus le pays accumule du retard sur ses rivaux et plus ses chances de s'affirmer un jour dans le concert européen s'amenuisent (Evans, 1992).

Sur cette base de raisonnement, les défenseurs du programme intégrationniste en viennent à préconiser une privatisation complète de l'industrie. La fermeture des grands complexes déficitaires est à leurs yeux une priorité: l'éluder artificiellement à coups de subventions publiques, c'est entretenir un déséquilibre financier et enfoncer le pays dans le marasme. Des petites entreprises individuelles sont appelées à se constituer et à absorber la main-d'œuvre licenciée. Elles doivent être le fruit d'initiatives spontanées et évoluer librement, sans être encadrées par des textes de loi particuliers ni faire l'objet d'une quelconque surveillance administrative. C'est par le simple jeu du marché qu'elles seront amenées à se spécialiser dans les secteurs les plus porteurs et les plus appropriés aux besoins de la population.

Les tenants du programme intégrationniste prônent une privatisation symétrique de l'agriculture. Ils s'opposent au contrôle de l'État sur le système de distribution; ils tiennent que la loi de l'offre et de la demande peut seule assurer une bonne articulation des différents secteurs d'activité. Ils préconisent un démantèlement des fermes d'État; ils proposent que les terres ainsi libérées soient revendues et que la main-d'œuvre licenciée trouve à s'employer dans le secteur tertiaire. Ils souhaitent éradiquer la petite agriculture de subsistance pour favoriser la constitution de grandes exploitations agricoles, capables de pratiquer une agriculture intensive et de se conformer aux normes de productivité européennes. Ils se promettent d'amener les petits paysans à vendre leur parcelle et à constituer des entreprises individuelles (dans le secteur agroalimentaire notamment). Les réformes jumelées de l'industrie et de l'agriculture peuvent selon eux instaurer le «climat interne» qui séduira l'Union européenne et attirera les capitaux étrangers dans les deux secteurs.

Le programme intégrationniste ne peut être appliqué sans difficulté. Si ses défenseurs affichent une grande assurance et une grande cohésion lorsqu'ils se trouvent dans l'opposition, ils n'échappent pas à quelques turbulences une fois qu'ils ont accédé au pouvoir. Ils doivent compter avec de fortes pesanteurs locales. Ils se heurtent à la résistance des catégories les plus fragilisées de la population; pour éviter une déflagration sociale généralisée, ils sont contraints de ralentir la mise en œuvre du programme de réforme et de prendre licence avec les calendriers fixés. Ils s'attirent ainsi quelques semonces extérieures. L'activité gouvernementale prend alors un caractère de litanie: pour parer les accusations de laxisme, un programme de libéralisation est annoncé à grands coups de trompe médiatiques; il provoque immédiatement de nouvelles manifestations de colère dans les secteurs menacés; sa mise en œuvre est conséquemment interrompue; les pressions externes et les critiques internes redoublent d'intensité; un nouveau plan de privatisations est annoncé qui déclenche de nouveaux remous sociaux… En sus d'entretenir une agitation sociale permanente, ce mouvement cyclique provoque des dissensions au sein du parti ou de la coalition au pouvoir: certains dirigeants ou certaines factions se plaignent du rythme trop lent des réformes et dénoncent une trahison du programme intégrationniste; ils en imputent la responsabilité à tel ou tel de leurs partenaires; ils s'attirent en retour les foudres des intéressés (Snyder et Vachudova, 1997: 11-20; Haggard et Kaufman, 1995: 151-182).

Le programme intégrationniste trouve ses principaux soutiens parmi les nouveaux entrepreneurs. Il convainc également les grands paysans engagés dans un processus d'accumulation et soucieux de voir se développer encore l'agriculture productive (Sampson, 1994: 20-29; Mihailescu et Viorica, 1995: 77-80). Il emporte enfin les suffrages des jeunes diplômés entrés dans la vie active immédiatement après le changement de régime. Moins directement identifiable que les autres, cette dernière catégorie mérite un examen particulier. À partir de 1990, les étudiants se sont orientés massivement vers des formations courtes en marketing, gestion, comptabilité, économie, informatique… Les autorités les ont encouragés dans cette voie. Les perspectives de développement du secteur tertiaire ont pourtant été surestimées. Les projections étaient appuyées sur l'hypothèse

d'une restructuration rapide de l'économie; elles ne tenaient pas compte des résistances rencontrées. Le nombre d'emplois offerts est finalement inférieur à la demande. Les jeunes diplômés restent le plus souvent sur la touche. Ceux qui trouvent un poste stable sont employés en deçà de leur niveau de qualification; ils sont mal rémunérés. Pour subsister, ils sont le plus souvent contraints d'exercer de petites activités annexes. Ils établissent une claire distinction entre leurs intérêts et ceux des autres catégories de la population. Ils se considèrent injustement bloqués à la base de la hiérarchie sociale. La moindre entorse au programme intégrationniste les fait crier à la trahison (Mateju et Rehakova, 1993 : 81-85)

Aux antipodes des profils ainsi définis, les défenseurs du programme anti-intégrationniste jugent que toute réforme introduite en réponse aux mots d'ordre extérieurs est une réforme de trop[4]. Ils contestent que l'Union européenne puisse jamais apporter à la collectivité les moyens de son affirmation; ils considèrent que les modèles de développement occidentaux ne sont pas adaptés aux contextes locaux; en tentant de les implanter à toute force, on ne fait selon eux que générer des structures économiques bâtardes et inefficaces; partant, on se condamne à une relégation humiliante. Le programme anti-intégrationniste doit permettre d'échapper aux « diktats » de l'Union européenne et de suivre une voie originale, adaptée aux ressources locales et aux structures héritées de la période communiste. Il s'agit ainsi de *renoncer* à tout projet d'adhésion aux structures communautaires pour maintenir ou ramener l'économie nationale dans des formes d'organisation collectives et centralisées. C'est de cette façon, et de cette façon seulement, qu'une bonne articulation pourra être assurée entre les différents secteurs d'activité. Dans l'immédiat, il est utile d'encourager les mouvements de contestation sociale.

Lorsque le programme anti-intégrationniste sera mis en œuvre, les grands paysans qui ont amorcé une dynamique d'accumulation réintégreront de gré ou de force les fermes d'État. Les petits paysans céderont également leur terre à l'État; ils viendront gonfler les rangs du salariat agricole. L'industrie s'écartera elle aussi des canons du libéralisme occidental : les petites entreprises privées seront dissoutes et leurs employés réintégrés dans les grandes entreprises publiques. L'agriculture sera tout entière tournée vers l'industrie : elle approvisionnera les marchés urbains et garantira l'autosuffisance alimentaire de la nation. L'industrie se spécialisera dans le secteur mécanique et sera orientée vers les exportations. Les marchés occidentaux ne seront plus visés. Des échanges bilatéraux et sectoriels seront renoués avec des partenaires commerciaux de moindre envergure.

Les tenants du programme anti-intégrationniste adoptent une démarche *légaliste :* ils respectent les règles politiques en vigueur; ils entendent lutter contre le système en place en le pénétrant dans un premier temps, et en s'efforçant ensuite de le miner de l'intérieur; dans cette optique, ils sont prêts à nouer une alliance stratégique avec des formations qui affichent des vues plus mesurées que les leurs.

À la marge du programme anti-intégrationniste, des propositions politiques moins articulées peuvent être formulées. Elles ne dessinent pas un projet économique alternatif; elles amènent à imputer les difficultés de la collectivité à un complot ourdi par les grandes puissances européennes et relayé sur le plan interne par des minorités nationales. Les personnalités qui se positionnent sur un tel registre sont animées par une *logique séditieuse :* pour déjouer le complot susdit, et sans guère préciser les moyens dont elles entendent user, elles proposent d'attaquer directement l'édifice institutionnel établi; elles ont pour objectif de l'éroder petit à petit, sans se compromettre par une quelconque alliance (Greskovits, 1998 : 102-110; Shafir, 2000; Tismaneanu, 1996 : 504 et suiv.; Volovici, 1994; Braun, 1997 : 138-150).

Les adeptes du programme anti-intégrationniste et les tenants de la logique séditieuse ont pour point

commun d'afficher sans fard leur hostilité aux réformes réclamées par l'Union européenne. Leurs bases électorales sont différenciées mais contiguës.

Le programme anti-intégrationniste est susceptible de séduire les employés des fermes d'État, attachés aux structures collectives qui leur assurent un revenu fixe et une position relativement privilégiée. Il peut s'attirer également les suffrages des salariés des industries déficitaires qui craignent de perdre leur situation et de ne pas pouvoir en retrouver une équivalente dans le secteur privé : en application du schéma imposé par l'Union européenne, les travailleurs licenciés doivent se reconvertir dans les activités de services; ils sont invités à créer eux-mêmes leur petite entreprise dans le secteur tertiaire; dans les faits, les salariés visés ne disposent pas d'un pécule suffisant pour envisager ce type de reconversion; ils sont du reste peu qualifiés et ne maîtrisent pas les rouages du nouveau système économique; ils ne sont pas assez riches pour acheter une terre et se transmuer en grands paysans. Ils s'opposent vigoureusement aux réformes et sont prompts à se mobiliser lorsque l'hypothèse d'une privatisation est soulevée.

Les adeptes de la logique séditieuse disposent de soutiens propres. Ils conquièrent les suffrages des retraités qui disposent seulement d'une maigre pension et qui ne peuvent compter sur l'appui de leur famille. Les individus déclassés qui bénéficiaient d'une position privilégiée dans la période communiste mais qui peinent à tirer parti du changement de régime tendent à afficher les mêmes options politiques. Ils ont reçu une formation spécialisée dans les années 1950 et 1960, formation qui était adaptée à l'orientation alors assignée à l'industrie. En raison de réorientations économiques inévitables, leurs compétences ont été moins prisées dans les années 1970 et 1980; mais le principe du plein emploi leur a permis de conserver une position stable et relativement confortable. Dans la période post-communiste, leur défaut d'adaptation éclate au grand jour; il leur vaut d'être frappés par les premières vagues de licenciements. Les techniciens ainsi mis au chômage ne peuvent envisager d'acquérir une nouvelle qualification adaptée aux besoins du moment; ils ne placent donc aucun espoir dans l'application d'un programme intégrationniste. Ils n'est pas question pour eux de s'accrocher à un emploi qu'ils ont déjà perdu. Ils sont en somme placés dans une impasse et ne peuvent exprimer que leur animosité envers l'ordre présent (Bozoki et Subkosd, 1993 : 46).

Les électorats ainsi caractérisés sont d'autant plus proches l'un de l'autre qu'ils sont engagés dans le même conflit structurel et se dressent contre les mêmes adversaires. En élaborant une plate-forme idoine, un parti politique peut espérer se les concilier tous. La tâche n'est pas toujours aisée cependant. Le programme anti-intégrationniste et la logique séditieuse entretiennent des rapports tendus : il arrive qu'ils soient défendus par des partis nettement démarqués; lorsqu'ils en viennent à se jouxter au sein d'une même formation, ils ne s'emboîtent jamais parfaitement. Ces configurations mêmes expliquent leurs fortunes électorales respectives.

Le programme anti-intégrationniste véhicule une image « ancien régime »; il ne peut remporter un franc succès en s'affichant au grand jour. Les formations qui le défendent isolément sont stigmatisées et condamnées au rachitisme; leur électorat désigné tend à leur préférer des partis mieux intégrés au système politique et susceptibles de participer à l'exercice du pouvoir. Si un parti mitoyen est formé qui s'appuie exclusivement sur une logique séditieuse, il capte cet électorat et parvient à couvrir les deux catégories de la population susmentionnées. Lorsque aucune logique séditieuse ne trouve à se développer, les défenseurs d'un programme anti-intégrationniste exclusif ne sont guère plus avantagés : leur base électorale présomptive tend à leur préférer des partis de gouvernement modérés — appuyés sur un programme conciliatoire — au sein desquels un groupe ou une personnalité peut défendre ponctuellement leurs intérêts.

Pour ne pas se présenter comme les simples héritiers du régime communiste et pour intégrer pleinement le système politique, les défenseurs du programme anti-intégrationniste doivent éviter de se replier sur eux-mêmes; il leur faut s'associer directement aux adeptes de la logique séditieuse. Au sein d'un même parti, une faction anti-intégrationniste et une faction séditieuse en viennent alors à se jouxter. S'il peut sembler

payant en termes électoraux, ce jumelage n'est pas sans présenter quelque contrepartie. Il est parfois à l'origine de vives dissensions. Lorsque la faction anti-intégrationniste tente de mettre en œuvre sa stratégie légaliste et qu'elle entre en pourparlers avec une formation extérieure, la faction séditieuse donne un tour plus outré encore à son discours : elle réaffirme bien haut que le système établi doit être combattu de l'extérieur; elle s'attaque violemment au partenaire sollicité. Ce dernier est alors amené à rompre toute collaboration. La faction anti-intégrationniste n'est plus en mesure de développer sa stratégie : elle ne peut plus prétendre miner l'ordre établi de l'intérieur (Cotta, 1996 : 72-73; Ishiyama, 1998 : 62-5).

Qu'ils souffrent d'isolement ou qu'ils se lient à des partenaires ombrageux, les défenseurs du programme anti-intégrationniste sont condamnés à l'impuissance. Ils ne sont jamais totalement en accord avec leurs propres principes; un décalage est toujours observé entre leurs intentions et leurs résultats.

Les programmes intégrationniste et anti-intégrationniste semblant pareillement inopérants, un programme conciliatoire peut être élaboré qui invite à un panachage. Il ne propose pas un schéma inédit mais une juxtaposition des schémas jusqu'alors envisagés. Il est appuyé sur l'idée que les contraires s'annulent et que les inconvénients d'un programme peuvent être équilibrés par ceux de l'autre.

Un modèle de connexion conciliatoire

Les partis conciliatoires sont favorables aux réformes dans la mesure où elles conditionnent l'obtention de crédits communautaires. Ils demandent toutefois qu'elles ne dépassent jamais le seuil du strict nécessaire. Ils jugent que l'État seul peut assurer une bonne articulation des secteurs d'activité; ils souhaitent que le gouvernement conserve une certaine emprise sur l'économie; ils estiment qu'un contrôle minimal sur la production et le système de distribution est indispensable pour prévenir les pénuries. C'est par un dosage optimal entre soumission aux contraintes externes et préservation des équilibres internes qu'ils pensent pouvoir cheminer vers la prospérité. Ils réclament que les entreprises déficitaires soient soutenues temporairement par des subventions publiques et des crédits à taux préférentiels. Non pas qu'ils envisagent de les maintenir en place dans le long terme. Ils redoutent seulement que leur fermeture immédiate constitue un facteur de perturbation. Ils cherchent tout d'abord à éviter un développement massif du chômage. Ils contestent que la main-d'œuvre licenciée puisse être absorbée directement par les petites entreprises privées. Ils considèrent qu'une restructuration souple et progressive de l'industrie, contrôlée par l'État, peut seule assurer une répartition harmonieuse de la population active et une préservation des équilibres sociaux. Ils entendent proposer des formes d'organisation intermédiaires, qui échappent aux principes collectivistes et à la planification, mais qui demeurent — au moins partiellement — entre les mains de l'État. Il n'est pas question pour eux d'éliminer les petites entreprises privées mais seulement de limiter leur nombre et de ne pas appuyer sur elles toutes les perspectives de développement. Toutes les entreprises, qu'elles soient privées ou de forme intermédiaire, sont appelées à exporter leur production vers les pays membres de l'Union européenne.

Selon le programme conciliatoire, l'agriculture doit également faire l'objet d'une supervision nationale. Les fermes d'État peuvent être maintenues en place, mais elles ne doivent pas étendre leur superficie, ni, moins encore, devenir un modèle d'organisation général. Il ne s'agit pas de recollectiviser les terres; l'objectif est seulement de juxtaposer des grandes exploitations productives, contrôlées par l'État et susceptibles de soutenir une politique économique réfléchie, aux exploitations individuelles.

Pas plus dans l'industrie que dans l'agriculture, les modèles d'organisation préconisés par les défenseurs du programme concilia-

toire ne répondent aux exigences de l'Union européenne. Ils ne les contrarient pas totalement néanmoins. Ils n'ont pas pour fonction de repousser les réformes structurelles; ils visent seulement à les étaler dans le temps et à les soumettre à un plan économique concerté. Le pari est formé que, présentés sous le bon habillage, ils échapperont à la réprobation des instances européennes. Par un dosage subtil, le point d'équilibre doit être trouvé qui permettra d'intégrer les structures communautaires sans avoir à faire montre de servilité (Hellman, 1998: 218; Mateju, 1996: 43-50; Orenstein, 1998: 481-490).

Le programme conciliatoire empruntant aux deux précédents, on pourrait se figurer qu'il sert également à courtiser leur électorat: il formerait alors le socle d'un parti «attrape-tout» — au sens défini par Otto Kirchheimer (1966: 177-200) — plutôt qu'il ne servirait à institutionnaliser un conflit structurel. Cette représentation n'est pas fondée: les partis qui élaborent un programme conciliatoire défendent des catégories bien désignées de la population; se reconnaissent en eux les électeurs non pas hostiles aux réformes en tant que telles, mais effrayés par les conséquences d'une mutation économique trop brutale. L'électorat des partis conciliatoires occupe une position intermédiaire: il n'est pas marginalisé à proprement parler ni menacé de l'être à court terme, mais il ne peut pour autant tirer un bénéfice immédiat du changement de système. Les petits paysans le constituent pour l'essentiel. Ils sont repliés sur leurs parcelles; attachés au principe de la propriété individuelle, ils rejettent toute forme d'organisation qui évoque peu ou prou le souvenir de la collectivisation; ils souhaitent s'orienter vers des cultures industrielles et amorcer une dynamique d'accumulation. Mais ils ne disposent pas dans l'immédiat d'un capital suffisant: ils doivent se contenter d'une propriété de faible superficie. C'est seulement lorsqu'une bonne récolte leur permet de dépasser le seuil de l'autoconsommation qu'ils s'orientent vers les marchés urbains. Ils entendent ainsi s'enrichir à leur propre rythme. Ils redoutent qu'une libéralisation accélérée les laisse sur le bas-côté et joue seulement en faveur des grands paysans déjà lancés dans une dynamique d'accumulation (Mihailescu et Viorica, 1995: 71-73; Maurel, 1994a: 13-40; 1994b: 348-349; Lenormand, 1996: 132-137).

Le programme conciliatoire vise à cumuler les mérites des programmes intégrationniste et anti-intégrationniste; il en cumule en fait les faiblesses. Il pose un problème d'organisation interne: ses concepteurs en viennent rapidement et inévitablement à se diviser en chapelles concurrentes. Tous sont favorables à un panachage des deux autres programmes, mais certains témoignent d'une légère inclination anti-intégrationniste et d'autres sont affectés d'un faible tropisme intégrationniste. Entre les deux mouvances, il est impossible de trouver le point d'équilibre parfait. Quel que soit le dosage retenu, il penche toujours dans un sens plus que dans l'autre, de sorte qu'une partie des défenseurs du programme conciliatoire s'estime flouée et dénonce une collusion, qui avec le programme anti-intégrationniste, qui avec le programme intégrationniste. Lorsque l'opposition devient trop vive, un rééquilibrage est opéré, mais c'est alors le segment opposé qui proteste. Les formations qui affichent un propos conciliatoire oscillent perpétuellement entre deux pôles internes; elles ne parviennent finalement à satisfaire personne. Lorsqu'elles accèdent au pouvoir, ces difficultés sont encore redoublées: le juste dosage n'est jamais trouvé entre soumission aux exigences de l'Union européenne et maintien du contrôle de l'État sur l'économie. Les défenseurs du programme conciliatoire sont attaqués sur leurs deux flancs. Les partis intégrationnistes jugent les réformes engagées trop timides; ils réclament une privatisation totale et immédiate. Les partis qui affichent une orientation anti-intégrationniste estiment que le pouvoir se soumet trop facilement aux mots d'ordre de l'Union européenne et que les mesures économiques introduites sont trop douloureuses à la population. Objet de critiques croisées, le programme conciliatoire ne peut être efficacement mis en œuvre (Hellman, 1998: 218-219).

Les trois programmes ne doivent pas être regardés comme des cases rigides: tous les partis politiques ne se rangent pas exclusivement ni définitivement sous une bannière intégrationniste, anti-intégrationniste ou conciliatoire; des chevauchements partiels et transitoires peuvent être envisagés; des reclassements ne sont pas à exclure; il est possible enfin que des interférences soient observées avec des para-

mètres secondaires : les programmes figurent des pôles structurants dont les partis se rapprochent ou s'éloignent alternativement.

Si tous les programmes se heurtent tour à tour à des obstacles insurmontables, nous devons bien noter que l'ordre de leur succession n'est pas prédéterminé. Il paraît certes logique que les deux programmes antagoniques soient mis à l'essai avant que la découverte de leurs inconvénients respectifs n'amène à juger le programme conciliatoire plus porteur. Mais des conditions particulières peuvent amener à expérimenter prioritairement ce dernier : une conscience claire des enjeux et une perception précoce des inconvénients que présentent les autres programmes conduisent parfois à privilégier le panachage dès l'origine. C'est alors l'échec de la politique conciliatoire qui incite à recourir *malgré tout* aux programmes anti-intégrationniste et intégrationniste.

Conclusion

Pour bien apprécier le rapport établi entre partis politiques et divisions sociales, il convient de retenir un angle d'analyse élargi. La prise en compte des seuls facteurs internes amène à des conclusions trop rapides. Aucun lien n'étant perçu à ce niveau entre partis politiques et divisions sociales, l'idée s'impose que l'héritage de la période communiste constitue un obstacle intermédiaire. Une autre explication peut être trouvée dès l'instant qu'une attention est portée aux recommandations de l'Union européenne. Les partis politiques doivent réagir à ces contraintes et répondre dans le même temps aux attentes ou aux appréhensions qu'elles suscitent dans des catégories désignées de la population. Différentes articulations sont possibles entre pressions externes et sollicitations internes. Toutes concourent indirectement à l'ancrage des équilibres politiques dans les rapports de force sociaux.

Ce mécanisme explique qu'une opposition binaire ne soit pas observée entre les catégories de la population qui tirent parti des transformations en cours et celles qui en pâtissent; la ligne de partage passe plus exactement entre les catégories socioprofessionnelles qui ont tout à gagner à une transformation rapide des structures économiques et celles dont les conditions d'existence sont remises en cause par les réformes. Des divisions secondaires sont perceptibles à l'intérieur de chaque camp. Les partisans du changement peuvent être assurés d'une position économique favorable (nouveaux entrepreneurs; grands paysans) ou connaître encore quelques difficultés (jeunes diplômés). Certains opposants aux réformes sont placés d'ores et déjà sur la touche (techniciens licenciés); d'autres connaissent seulement une situation précaire (salariés des entreprises déficitaires); d'autres encore bénéficient d'une sécurité matérielle mais aspirent à une conversion douce et étirée dans le temps aux règles de la libre concurrence (petits paysans).

Le processus d'élargissement de l'Union européenne fait poindre quelques facteurs de structuration significatifs en Europe centrale et orientale. La question se pose de savoir si des facteurs identiques peuvent être observés dans d'autres zones géographiques, serait-ce sous des formes atténuées ou dans des combinaisons plus complexes. Les sociétés post-communistes ne sauraient former un terrain d'étude protégé, accessible aux seuls initiés. Elles prêtent à des comparaisons élargies et offrent d'utiles mises en perspective.

Antoine Roger
Institut d'études politiques de Bordeaux

Notes

1 Dans la nomenclature officielle, la catégorie « intelligentsia » regroupait tous les salariés qui n'exerçaient pas d'activité manuelle.

2 Les partis satellites constitués dans certaines démocraties populaires n'avaient guère qu'une fonction ornementale. Leur appareil était indirectement contrôlé par les dirigeants communistes.

3 G. Mink et J.-C. Szurek étudient les cas hongrois et polonais à travers un prisme différent. Selon leur analyse, consacrée au seul terrain économique, la conversion aux lois du marché a été amorcée par les autorités communistes elles-mêmes dans le but de répondre à des difficultés économiques croissantes. Les partis communistes polonais et hongrois

ont accepté que les entreprises se tournent vers les marchés privés pour obtenir les liquidités que l'État ne pouvait plus leur fournir. Des sociétés anonymes ont ainsi été créées par le comité central et les comités régionaux. Elles se sont adonnées à des activités marchandes pour le compte du Parti. Les dirigeants communistes placés à leur tête se sont familiarisés avec les mécanismes de l'économie de marché et ont pu négocier sans difficulté leur reconversion après la dissolution du CAEM. Leur maintien à la tête de l'économie nationale n'est pas le résultat d'une stratégie depuis longtemps ourdie, mais découle bien plutôt d'un enchaînement de circonstances favorables (Mink et Szurek, 1994 : 51-54; 1998 : 3-12; 1999).

[4] Les adeptes du programme anti-intégrationniste se présentent généralement comme « centristes » et « libéraux » : il s'agit là de conventions de langage et d'alignements de façade sur les codes politiques établis. De façon générale, les étiquettes dont se dotent les responsables politiques ne recèlent qu'une faible valeur informative (Seiler, 1998 : 215).

Bibliographie

BAUMAN, Zygmunt. 1993. « After the patronage state : A model in search of class interests », dans Christopher BRYANT et Edmund MOKRYZCKI, éd. *The New Great Transformation ? Change and Continuity in East Central Europe.* Londres, Routledge.

BOZOKI, Andras, et Miklos SUBKOSD. 1993. « Civil society and populism in Eastern European transitions », *Praxis International,* 13.

BRAUN, A. 1997. « The incomplete revolutions : The rise of extremism in East-Central Europe and the former Soviet Union », dans A. BRAUN et S. SCHEINBERG, éd. *The Extreme Right : Freedom and Security at Risk.* Boulder, Westview Press : 138-160.

COTTA, Maurizio. 1996. « Structuring the new party systems after dictatorship. Coalitions, alliances, fusions and splits during the transition and post-transition stages », dans Geoffrey PRIDHAM et Paul LEWIS, éd. *Stabilising Fragile Democracies. Comparing New Party Systems in Southern and Eastern Europe.* Londres, Routledge : 69-99.

DUCH, Raymond M. 1998. « The electoral connection and democratic consolidation », *Electoral Studies*, 17, 2 : 149-174.

ERIKSON, R., et J. H. GOLDTHORPE. 1992. *The Constant Flux : A Study of Class Mobility in Industrial Societies.* Oxford, Clarendon Press.

EVANS, Geoffrey. 1995. « Social classes and interest formation in post-communist societies », dans D. LEE et B. TURNER, éd. *Conflicts about Class.* Londres, Longman : 225-244.

EVANS, Geoffrey. 1997. « Class inequality and the formation of political interests in Eastern Europe », *Archives européennes de sociologie*, 38, 2 : 207-234.

EVANS, Geoffrey, et Colin MILLS. 1999. « Are there classes in post-communist societies ? A new approach to identifying class structure », *Sociology*, 33, 1 : 23-46.

EVANS, Geoffrey, et Stephen WHITEFIELD. 1995. « The politics and economics of democratic commitment », *British Journal of Political Science*, 25, 3 : 485-514.

EVANS, Peter. 1992. « The State as problem and solution : Predation, embedded autonomy and structural change », dans Stephan HAGGARD et Robert R. KAUFMAN, éd. *The Politics of Economic Adjustment : International Constraints, Distributive Conflicts, and the State.* Princeton, Princeton University Press : 139-181.

EYAL, Gil, Ivan SZELENYI et Eleanor TOWNSLEY. 2000. *Making Capitalism Without Capitalists : The New Ruling Elites in Eastern Europe.* Londres, Verso.

GOWAN, Peter. 1995. « East Central Europe's headless hegemon », *Labour Focus on Eastern Europe*, 50 : 81-85.

GRESKOVITS, Bela. 1998. *The Political Economy of Protest and Patience : East European and Latin American Transformations Compared.* Budapest, Central European University Press.

HAGGARD, Stephan, et Robert KAUFMAN. 1995. *The Political Economy of Democratic Transitions.* Princeton, Princeton University Press.

HELLMAN, Joel S. 1998. « Winners take all : The politics of partial reform in postcommunist transitions », *World Politics*, 50, 2 : 203-234.

ISHIYAMA, John T. 1998. « Strange bedfellows : Explaining political cooperation between communist successor parties and nationalists in Eastern Europe », *Nations and Nationalism*, 4, 1 : 61-86.

KIRCHHEIMER, Otto. 1966. « The transformation of the Western European party systems », dans Joseph LAPALOMBARA et Martin WIENER, éd. *Political Parties and Political Development.* Princeton University Press : 177-200.

LENSKI, Gerhard. 1978. « Marxist experiments in destratification : An appraisal », *Social Forces*, 57, 2 : 372-393.

LENORMAND, Pierre. 1996. « Relations sociales et acteurs sociaux dans les campagnes de l'Est européen », dans Francis COHEN, éd. *Relations sociales et acteurs sociaux à l'Est.* Paris, L'Harmattan : 115-145.

LIPSET, Seymour Martin. 1994. « The social requisites of democracy revisited », *American Sociological Review*, 59, 1 : 15-22.

MATEJU, Petr. 1996. « In search of explanations for recent left-turns in post-communist countries », *International Review of Comparative Public Policy*, 7, 1 : 43-82.

MATEJU, Petr, et Blanca REHAKOVA. 1997. « Turning left or class realignment ? Analysis of the changing relationship between class and party in the Czech Republic, 1992-1996 », *East European Politics and Societies*, 11, 3 : 501-542.

MATEJU, Petr, et al. 1999. « The politics of interests and class realignment in the Czech Republic : 1992-1996 », dans Geoffrey EVANS, éd. *The End of Class Politics ? Class Voting in Comparative Context.* Oxford, Oxford University Press : 232-253.

MAUREL, Marie-Claude. 1994a. « Naissance de nouveaux acteurs sociaux sur la scène locale », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 25, 4 : 13-40.

MAUREL, Marie-Claude. 1994b. *La transition post-collectiviste. Mutations agraires en Europe centrale.* Paris, L'Harmattan.

MIHAILESCU, Vintila, et Viorica NICOLAU. 1995. « La "transition" entre holisme et individualisme », *Romanian Journal of Sociology*, 6, 1 : 65-80.

MINK, Georges, et Jean-Charles SZUREK. 1994. « Agir ou subir : les nomenklaturas polonaise et tchèque face à la grande mutation économique (1988-1993) », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 4 : 47-63.

MINK, Georges, et Jean-Charles SZUREK. 1998. « L'ancienne élite communiste en Europe centrale : stratégies, ressources et reconstructions identitaires », *Revue française de science politique*, 48, 1 : 3-41.

MINK, Georges, et Jean-Charles SZUREK. 1999. *La grande conversion : le destin des communistes en Europe de l'Est*. Paris, Éditions du Seuil.

ORENSTEIN, Mitchell. 1998. « A genealogy of communist successor parties in East-Central Europe and the determinants of their success », *East European Politics and Societies*, 12, 3 : 472-499.

OST, David. 1993. « The politics of interest in post-communist East Europe », *Theory and Society*, 22, 4 : 453-485.

PLASSER, Fritz, et Peter ULRAM. 1996. « Measuring political culture in East Central Europe : Political trust and system support », dans Fritz PLASSER et Andreas PRIBERSKY, éd. *Political Culture in East Central Europe.* Aldershot, Avebury : 3-33.

ROMMELE, Andrea. 1999. « Cleavage structures and party systems in East and Central Europe », dans Kay LAWSON, Andrea ROMMELE et Georgi KARASIMEONOV, éd. *Cleavages, Parties and Voters. Studies from Bulgaria, the Czech Republic, Hungary, Poland and Romania.* Londres, Routledge : 2-19.

SAMPSON, Stefen L. 1994. « Money without culture, culture without money : Eastern Europe's Nouveaux Riches », *Anthropological Journal on European Cultures*, 3, 1 : 7-29.

SEILER, Daniel-Louis. 1998. « Note sur les partis politiques dans les pays de l'Europe du sud-est », dans Slobodan MILACIC, éd. *La démocratie constitutionnelle en Europe centrale et orientale. Bilans et perspectives.* Bruylant, Bruxelles : 211-229.

SHAFIR, Michael. 2000. « Radical politics in East-Central Europe (Part 4) », *RFE/RL East European Perspectives*, 2, 3.

SLOMCZYNSKI, Kazimierz M. 1994. « Class and status in East European perspectives », dans M. ALESTALO et al., éd. *The Transformation of Europe : Social Conditions and Consequences.* Varsovie, IPIS Publishers : 167-190.

SLOMCZYNSKI, Kazimierz M., et Goldie SHABAD. 1997. « Systemic transformation and the salience of class structure in East Central Europe », *East European Politics and Societies*, 11, 1 : 155-189.

SNYDER, T., et M. VACHUDOVA. 1997. « Are transitions transitory ? Two types of political change in Eastern Europe since 1989 », *East European Politics and Societies*, 11, 1 : 1-35.

STRMISKA, Zdenek. 1984. « Pouvoir politique et inégalités sociales », dans P. KENDE et Z. STRMISKA, éd. *Égalité et inégalités en Europe de l'Est.* Paris, Presses de la FNSP : 396-397.

STRMISKA, Zdenek, et Vavakova BLANKA. 1972. « La stratification sociale de la société socialiste », *Revue française de sociologie*, 13 : 240-254.

SZELENYI, Ivan. 1978. « The position of the intelligentsia in the class structure of state socialist societies », *Critique*, 10-11 : 51-76.

SZELENYI, Ivan. 1988. *Socialist Entrepreneurs : Embourgeoisement in Rural Hungary.* Madison, University of Wisconsin Press.

TISMANEANU, Vladimir. 1996. « The Leninist debris or waiting for Peron », *East European Politics and Societies,* 10, 3 : 504-535.

VOLOVICI, Leon. 1994. « Antisemitism in post-communist Eastern Europe : A marginal or central issue ? », *The Vidal Sassoon International Center for the Study of Antisemitism.* Jerusalem, the Hebrew University, no 5.

WALLER, Michael. 1994. « Winners and losers in the early post-communist elections in East-Central Europe », dans Michael WALLER et al., éd. *Social Democracy in a Post-Communist Europe.* Londres, Frank Cass : 84-102.

WHITEFIELD, Stephen, et Geoffrey EVANS. 1998. « Electoral politics in Eastern Europe : Social and ideological influences on partisanship in post-communist societies », dans J. HIGLEY et al., éd. *Postcommunist Elites and Democracy in Eastern Europe.* Londres, Macmillan : 226-249.

WHITEFIELD, Stephen, et Geoffrey EVANS. 1999a. « Political culture *versus* rational choice : Explaining response to transition in the Czech Republic and Slovakia », *British Journal of Political Science*, 29, 1 : 777-792.

WHITEFIELD, Stephen, et Geoffrey EVANS. 1999b. « Explaining the formation of electoral cleavages in post-communist democracies », dans K. NEWTON et H.D. KLINGEMANN, éd. *Founding Elections in Central and Eastern Europe.* Berlin, Sigma.